Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

Ville de MORDELLES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mil vingt-cinq, **le 15 décembre** à 20 h 00, le Conseil Municipal de la ville de MORDELLES s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de **M. Thierry LE BIHAN,** Maire, en session ordinaire, après avoir été convoqué conformément à l'article L 2121.10 du Code Général des Collectivités Territoriales**.**

PRÉSENTS : M. LE BIHAN, M. BONNET, Mme CORMENIER, M. BLIVET, Mme CLÉMENT, M. PRALONG, M. PÉLICHET, M. ATIK, M. MARTIN, Mme RAFFLIN, M. BERTHELOT, M. COCAULT, Mme BOIS, Mme CHEVEREAU, M. RALU, Mme HERVÉ, Mme LEGRAND, M. FARAUD, Mme LEBOEUF, Mme BILLARD, M. BOTREL, M. BERTHELOT, Mme BRIAND, M. BROUARD, M. NOZAY.

POUVOIRS :
Mme MARION à M. BONNET
Mme ROSE-AUBRÉE à M. LE BIHAN
Mme LEMOINE à M. PRALONG
M. BOKI-SOGUÉ à Mme CORMENIER

Mme HERVÉ, désignée à mains levées, prend place au bureau en qualité de secrétaire.

Le Conseil Municipal constate que les dispositions législatives concernant la convocation en date du **09 décembre 2025** ainsi que la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération ont bien été respectées.

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026
15-12-2025- 10

Rapporteur : T. Le Bihan

Préambule :

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.
Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objectifs de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et de fournir des éléments permettant d'informer sur sa situation financière.

En faisant application du III de l'article 106 de la loi NOTRé du 7 août 2015 pour adopter le référentiel M57, la collectivité est tenue d'appliquer le cadre précisé aux articles L.5217-10-1 à L.5217-10-15 et L.5217-12-2 à L.5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, sous réserve des dérogations précisées par le même article.

Par conséquent, la Commune ayant opté pour **le référentiel M57** applique l'article L.5217-10-4 dudit code, relatif au calendrier de vote du budget des métropoles.

Celui-ci précise que :

- la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de **dix semaines** précédant l'examen du budget ;
- le projet de budget est préparé et présenté par le Maire qui est tenu de le communiquer aux membres du conseil municipal avec les rapports correspondants **douze jours** au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen du budget.

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

Ainsi le délai pendant lequel doit se tenir le débat d'orientations budgétaires avant le vote du budget est porté de deux mois à 10 semaines maximum, et le délai de communication du projet de budget à l'assemblée délibérante est porté de 5 à 12 jours. Pour l'application de l'article L.5217-10-4, le délai s'entend en jours calendaires.

Dans les dix semaines précédant le vote du budget, le Maire a obligation de présenter au conseil municipal un rapport d'orientations budgétaires (ROB) devant donner lieu à débat (DOB). Ce rapport porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice, notamment sur les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Une délibération prend acte de la tenue du débat sans avoir de caractère décisionnel.

Ce débat doit permettre à l'assemblée délibérante d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir engager des priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

La Loi de Finances pour 2026 n'a pas encore été adoptée.
Le projet de budget primitif 2026 sera présenté lors du conseil municipal du 16 février prochain.
Les éléments de ce débat d'orientation budgétaire sont exposés ci-après.

Le présent document introductif au débat d'orientation budgétaire (DOB) présentera successivement :

1. Un rappel sur la présentation du budget
2. Le contexte national
3. La situation financière de la ville
4. Les objectifs financiers pour 2026
5. Les budgets annexes

1. RAPPEL SUR LA PRESENTATION DU BUDGET

Le budget communal se décompose en :

- **Une section de fonctionnement :**

Elle comprend des dépenses courantes n'affectant pas le patrimoine communal : frais de personnel, frais de gestion (fluides, fournitures, entretien courant…), frais financiers (notamment les intérêts de la dette), autres charges de gestion courante (participations aux structures intercommunales, subventions aux associations...), amortissements et provisions.
En recettes, cette section comprend les recettes fiscales, les dotations (DGF, FPIC, DSC), les attributions de compensation, les produits des services (recettes perçues sur les usagers, concessions de cimetières), et les « autres produits de gestion courante » (revenus des immeubles, locations…).
Les recettes de fonctionnement n'ont pas d'affectation spécifique précise dans les dépenses de fonctionnement.

- **Une section d'investissement :**

Elle a trait au patrimoine de la commune. Elle est alimentée en recettes par l'emprunt, des subventions d'équipement, le fonds de compensation de la T.V.A. et par l'autofinancement (ou épargne).

L'autofinancement représente l'excédent dégagé par la section de fonctionnement :

Recettes réelles de fonctionnement – Dépenses réelles de fonctionnement = capacité d'autofinancement (ou capacité d'épargne)

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

Ainsi, lorsqu'une collectivité locale souhaite réaliser des dépenses d'investissements nouvelles (construction d'un nouvel équipement comme, par exemple, un équipement sportif, la réfection de la voirie, l'aménagement d'espaces verts, l'achat de terrains, ou l'acquisition de véhicules…), elle peut les financer :

- En obtenant des subventions d'équipement qui couvriront pour partie ces dépenses,
- En recourant à l'emprunt, mais ceci augmente l'endettement et les frais financiers,
- En ayant recours à l'autofinancement, donc en réalisant des économies sur les dépenses de fonctionnement, ce qui augmentera mécaniquement l'excédent de fonctionnement qui alimentera à due concurrence la section d'investissement.

L'autre moyen d'augmenter l'autofinancement (ou l'épargne) consiste à augmenter les recettes de fonctionnement (augmentation des impôts et/ou augmentation des produits perçus sur les usagers par l'intermédiaire des tarifs communaux).
Tout accroissement des dépenses de fonctionnement limite la possibilité d'autofinancer les dépenses d'investissement, qui ne peuvent alors être financées que par des ressources financières externes (prêts bancaires), l'augmentation des impôts, ou les subventions.

2. LE CONTEXTE NATIONAL

Un contexte législatif particulier:

- Loi de programmation des finances publiques 2023 – 2027
- Incertitudes concernant le vote de la Loi de Finances pour 2026 : le projet de loi de finances 2026 (PLF) a été transmis au Sénat le 25 novembre pour examen du texte dans sa copie initiale du gouvernement du 14/10.

Le contexte macroéconomique

- **Taux de croissance du PIB (en volume)**
  - ✓ + 0,7 en 2025 contre +1,1 % en 2024 et 0,9 % en 2023
  - ✓ **+ 1,0 % en 2026**

- **Taux de croissance des prix à la consommation (en moyenne annuelle)**
  - ✓ + 1,1 % en 2025 contre 2,1 % en 2024, et 4,9 % en 2023
  - ✓ + **1,3 % en 2026**

- **Taux d'intérêt**

Après la remontée brutale des taux en 2022, il est constaté un assouplissement progressif des conditions fixées par la Banque Centrale Européenne, mais également une forte incertitude sur les marchés financiers résultant du contexte politique.

- **Déficit public**
  - ✓ 5,4 % du P.I.B en 2025 contre 5,8 % en 2024 et 5,5 % en 2023
  - ✓ **4,7 % du PIB en 2026. Objectif : passer sous les 3% de déficit en 2029**

- **Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales**
  - ✓ Application en 2025 : + 1,7 % après + 3,9 % en 2024 et 7,1% en 2023
  - ✓ **Perspective pour 2026 : + 1,0 %**

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

3. LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

✓ L'endettement de la commune

Au 1er janvier 2025, l'encours de la dette du budget principal s'élève à **3 132 504 €.** En conséquence, la dette par habitant du budget principal est de **402 €** (contre 114 € en 2024 pour 818 € pour la moyenne de la strate).
La Commune a sollicité le versement de 2,5M€ en 2024 sur les 6,5M€ d'emprunt contracté avec la Banque des Territoires.

La dette consolidée, en tenant compte des prêts réalisés sur les budgets annexes, est de **3 642 081 €** soit 468 € par habitant.

✓ La composition de la dette :

A ce jour, la dette communale est composée à 64% de prêt variable sur le Livret A.
3,7% de l'encours de la dette est constitué de produits à taux fixe, et 31,9 % à taux variable comprenant l'emprunt de préfinancement de la ZAC de Val Sermon.

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	375 636.18 €	3,78 %	1,91 %
Variable	3 175 131.54 €	31,94 %	2,82 %
Livret A + marge 0.40%	6 391 666.66 €	64,29 %	2,10 %
Ensemble des risques	**9 942 434.38 €**	**100,00 %**	**2,32 %**

✓ La capacité de désendettement :

Le niveau d'endettement se mesure notamment à partir d'un ratio appelé « Capacité de désendettement ». Ce ratio, qui **se calcule comme l'encours de la dette rapporté à l'épargne brute**, permet d'identifier, en nombre d'années, l'endettement d'une collectivité locale. Il permet de savoir en combien d'années une collectivité pourrait rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement.

Compte tenu de l'épargne brute prévisionnelle 2025 (pré CFU) estimée à 847 k€, il faudrait 7,90 années pour rembourser la totalité de la dette du budget principal.

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

✓ **La composition de la dette du budget principal au 1er janvier 2026**

Prêteur	Dette en capital au 1er janvier 2026	Taux	Durée du prêt en année	Année Extinction	Durée en année restant à courir	Observations
Budget principal	**7 EMPRUNTS**					
TAUX FIXE	301 902,12 €	5% →	Part en %			Dernière échéance
Crédit Mutuel (Arkéa)	33 333,72 €	4,08%	15	2026	0,25	**30/04/2026**
Crédit Mutuel (Arkéa)	50 000,00 €	4,05%	15	2026	0,66	**30/08/2026**
Crédit Mutuel (Arkéa)	67 368,40 €	0,58%	10	2026	0,83	**30/10/2026**
Crédit Agricole	31 200,00 €	1,07%	10	2026	0,25	**05/04/2026**
Caisse Allocations Familiales (38 Leclerc)	30 000,00 €	0,00%	10	2029	3	24/09/2029
Caisse Allocations Familiales (La Clairière - Périsc	90 000,00 €	0,00%	10	2034	9	05/11/2034
TAUX VARIABLE	6 391 667,00 €	95% →	Part en %			
La Banque des Territoires	6 391 667,00 €	*2,10%*	30	2055	29	01/07/2055
TOTAL GENERAL	**6 693 569,12 €**	→				
Population INSEE 01/01/2025	**7 958**					
DETTE REELLE PAR HABITANT	**841 €**					
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	**(Encours / Epargne brute prévisionnelle 2025)**		7,90	années		

✓ **La dette consolidée (budget principal + budgets annexes) s'établit au 1er janvier 2026**

Prêteur	Dette en capital au 1er janvier 2026	Taux	Durée du prêt en année	Année Extinction	Durée en année restant à courir	Observations
Budget principal (dette réelle / 7)	**6 693 569,12 €**					
Locaux commerciaux (2)	**448 865,22 €**					
Crédit Agricole (ex BFT)	375 131,54 €	*3,86%*	30	2037	11	Taux variable TAM + marge de 0,9 Pour info, taux initial en 2007 : 3,8628 % Taux plafond fixé à 3,8628 % **Dont 464 000 € capital remboursé par anticipation le 15/01/2019** **15/01/2037**
Crédit Mutuel (Arkéa)	73 733,68 €	4,00%	15	2027	2	Taux fixe 30/12/2027
ZAC Val de Sermon (1)	**2 800 000,00 €**					
Agence France Locale	2 800 000,00 €	2,87%	5	2030	5	**Préfinancement** Taux variable Euribor 3 M + 0,75
TOTAL GENERAL (9)	**9 942 434,34 €**					
Population INSEE 01/01/2025	**7 958**					
DETTE REELLE PAR HABITANT	**1 249 €**					

L'emprunt de 2,8 M€ contracté avec l'Agence France Locale sur le BA Zac de Val Sermon est un emprunt de préfinancement dans l'attente du paiement du Macro-Lot 3 par le groupe Launay.

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

✓ **La répartition de la dette globale par prêteur**

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 391 666.66 €	64,29 %
Agence France Locale	2 800 000.00 €	28,16 %
CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	375 131.54 €	3,77 %
CREDIT MUTUEL	224 436.18 €	2.26 %
Caisse Allocations Familiales	120 000.00 €	1.21 %
CREDIT AGRICOLE	31 200.00 €	0.31 %
Ensemble des prêteurs	**9 942 434.38 €**	**100,00 %**

4. LES OBJECTIFS FINANCIERS ET LES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Compte tenu des incertitudes liées au contexte internationale, mais également sur le plan national, le projet de budget 2026 doit être élaboré avec la plus grande prudence.

➢ **Evolution des recettes de fonctionnement du budget principal**

Les recettes de fonctionnement sont estimées en retenant les hypothèses suivantes :

✓ **Fiscalité directe locale : hypothèse pour le DOB des taux d'imposition des taxes locales :**

- TFB 39,5 %
- TFNB 40 %
- THRS 15,80 %

- Revalorisation des bases (de + 1,0 %) et des variations physiques liées aux nouvelles constructions notamment une partie du macro-lot n°2 de la ZAC Sermon, ainsi que le retour à l'imposition de bases qui étaient exonérées.
- Le produit fiscal pour 2026 est estimé à 4 186 k€ contre 4 145 k€ en montant notifié 2025, soit + 1.0 % (+ 41 k€)

✓ **Les dotations communautaires**

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est maintenue à 482 559 € ainsi que l'attribution de compensation à 353 070 €.

✓ **Les dotations de l'Etat**

La D.G.F. (dotation forfaitaire + dotation de solidarité rurale + dotation nationale de péréquation) est en légère augmentation (+35 k€) due à l'évolution de la DSR à un montant de 1 196 k€.

Baisse du Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) de 10% à 93 k€ contre 102 k€ en 2025. La perte d'éligibilité progressive de Rennes métropole sur 4 ans est envisagée à compter de 2026.

Il est prévu la baisse de 25% de la compensation de TFB pour les locaux industriels : -30 k€ (PLF).

✓ **Les autres recettes de fonctionnement**

Les taxes sur les droits de mutation, sont estimées à leur niveau de 2025 soit 280 k€.
Les taxes sur l'électricité sont fixées au montant notifié pour 2025 à 154 k€.
Les autres postes de recettes resteront stables par rapport au budget 2025.
Il est prévu de clôturer en 2026 le BA ZAC des Fontenelles 2 avec intégration de l'excédent estimé pour le DOB à 150k€.

En conséquence, les **recettes de gestion courante augmentent de 200 k€ en 2025 dont 150 k€ due à l'excédent du BA Zac des Fontenelles 2** :

- Fiscalité directe locale : +1 %
- Dotations de l'Etat : augmentation DGF de 35 k€
- Baisse du FPIC et de la compensation de TFB pour les locaux industriels

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

Recettes de fonctionnement : état récapitulatif par grandes masses

	Rétrospective			Pre CFU	BP + DM 2	DOB
	2022	2023	2024	2025	2025	2026
Atténuation de charges (chap 013)	69 954	98 322	109 633	77 000	77 000	77 000
Produits des services (chap 70)	417 959	440 171	402 200	400 000	411 720	411 720
Produit des taxes directes (73111)	3 179 807	3 499 141	3 997 344	4 120 652	4 145 429	4 186 538
Rôles supplémentaires	4 578	7 364	14 265	0	0	0
Produit des contributions directes	**3 184 385**	**3 506 505**	**4 011 609**	**4 120 652**	**4 145 429**	**4 186 538**
Fonds national de garantie individuel de ressources - FNGIR (art 7	34 117	34 117	34 117	34 117	34 117	34 117
Attribution de compensation (art 7321)	353 070	353 070	353 070	353 070	353 070	353 070
Dotations de solidarité communautaire (art 7322)	432 483	416 470	435 351	482 559	482 559	482 559
FPIC (art 73223)	102 541	100 423	102 521	103 302	103 302	92 972
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine (art 73	17 008	18 395	18 291	18 000	18 000	18 180
Taxe sur les pylones (art 7343)	40 035	42 000	46 110	48 523	48 523	48 523
Taxe sur l'électricité (art 7351)	149 668	203 651	165 360	162 000	162 000	154 353
Impôts sur les spectacles (art 7363)	553	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les produits des jeux (art 7364)	0	0	5	5	5	5
Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381)	371 755	280 307	208 725	280 000	280 000	280 000
Autres taxes (Autres articles chap 73)	0	0	0	0	0	0
Impôts et taxes (chap 73)	**4 685 614**	**4 954 938**	**5 375 159**	**5 602 228**	**5 627 005**	**5 650 317**
DGF, dotation forfaitaire (art 7411)	527 711	540 191	553 959	552 854	552 854	542 854
Dotation de solidarité rurale - DSR (art 74121 et 74122)	407 272	452 982	501 228	571 238	571 238	616 937
Dotation nationale de péréquation (art 74127)	21 484	25 781	30 937	37 124	37 124	37 124
FCTVA (art 744)	4 933	3 991	2 668	6 900	6 900	4 981
Participations (art 747)	149 981	135 147	177 311	124 025	124 025	145 000
Compensations TFB Locaux industriels	107 301	114 906	119 389	121 415	121 415	91 061
Compensations fiscales (art 748)	20 075	34 661	21 727	24 730	24 730	24 730
Dotation de compensation de la réforme de la TP - DCRTP (art 7	12 265	12 265	9 845	0	0	0
Dotations	**1 251 022**	**1 319 924**	**1 417 227**	**1 438 286**	**1 438 286**	**1 462 687**
Autres produits de gestion courante (chap 75)	107 350	114 743	278 676	109 130	109 130	260 000
Total des recettes de gestion courante	**6 531 900**	**6 928 099**	**7 582 894**	**7 626 644**	**7 663 141**	**7 861 724**
Produits financiers (chap 76)	8	12	21	0	0	0
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	422 547	0	221 764	218 337	218 337	0
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	17 964	5 357	0	0	0	0
Reprises sur provisions (chap 78 mvt réel)	34 799	51 265	31 645	30 000	30 000	30 000
Recettes diverses	0	- 0	0	0	0	0
Produits induits des investissements	0	0	0	0	0	0
Autres recettes d'exploitation	**475 318**	**56 634**	**253 430**	**248 337**	**248 337**	**30 000**
Total des recettes réelles de fonctionnement	**7 007 218**	**6 984 732**	**7 836 325**	**7 874 981**	**7 911 478**	**7 891 724**

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

➢ Evolution des dépenses de fonctionnement du budget principal

Pour l'élaboration des dépenses de fonctionnement, il sera tenu compte des éléments suivants :

✓ **Les charges à caractère général** (Chap. 011)

Ce poste regroupe les achats courants pour le fonctionnement des services, les dépenses d'énergie et les services extérieurs et serait globalement en baisse de 1.5 %, détaillé comme suit :

- Les dépenses d'énergie selon les prévisions du SDE 35 baissent de 18% pour l'électricité et de 5% pour le gaz par rapport au BP 2025.
- Evolution moyenne des autres dépenses à caractère général de +1,0 %.

	Rétrospective			Pre CFU	BP + DM 2	DOB
	2022	2023	2024	2025	2025	2026
Electricité	139 081	266 440	200 000	160 000	160 000	130 000
Gaz	82 574	198 000	188 000	159 000	159 000	150 000
Autres	900 344	872 227	1 056 911	1 181 000	1 360 183	1 373 785
Charges à caractère général (chap 011)	**1 121 999**	**1 336 667**	**1 444 911**	**1 500 000**	**1 679 183**	**1 653 785**

✓ **Les charges de personnel** (Chap. 012)

En tenant compte de l'évolution des carrières (PPCR – Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), de l'augmentation du taux de CNRACL de +3,5% prévue en 2026, et des mouvements de personnels, l'hypothèse d'augmentation de la masse salariale brute retenue pour le DOB est de + 2,5 % par rapport au budget 2025.

✓ **Les participations obligatoires qui** regroupent les adhésions aux syndicats et participation aux fonctionnement des organismes évolueraient de + 1 %.

✓ **L'enveloppe des subventions versées aux associations** est maintenue au niveau des crédits 2025 à 767 k€.

✓ **Les autres charges de gestion courante** qui intègrent notamment les indemnités des élus évolueraient de 1 %.

✓ **Les charges financières**

Les intérêts de la dette correspondant aux emprunts contractés s'établissent à 121 k€. Les frais de la ligne de trésorerie sont estimés à 5 k€.

En conséquence, les dépenses courantes de fonctionnement évolueraient de + 1 %.

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

Dépenses de fonctionnement : état récapitulatif par grandes masses

	Rétrospective			Pre CFU	BP + DM 2	DOB
	2022	2023	2024	2025	2025	2026
Charges à caractère général (chap 011)	1 121 999	1 336 667	1 444 911	1 500 000	1 679 183	1 653 785
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	3 332 216	3 496 045	3 667 727	3 732 000	3 732 159	3 825 463
Autres reversements (autres art 739)	11 944	17 922	4 548	5 650	5 650	5 650
Contingents et participations obligatoires (autres arti	433 304	431 993	429 968	470 000	476 168	480 930
Subventions versées (art 657)	608 504	639 229	724 384	730 000	767 248	767 248
Autres charges de gestion courante (autres articles	134 354	160 282	182 595	189 460	189 460	191 355
Total des dépenses de gestion courante	**5 642 320**	**6 082 138**	**6 454 133**	**6 627 110**	**6 849 868**	**6 924 430**
Intérêts de la dette (art 66111)	43 557	29 193	17 601	136 764	136 764	120 995
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	- 2 027	- 1 925	5 858	4 009	4 009	- 3 107
Autres charges financières (autres articles chap 66)	0	4 630	307	5 000	83 432	5 000
Charges exceptionnelles (chap 67)	5 562	3 098	5 740	6 000	6 000	6 000
Dotations aux provisions (chap 68 mvt réel)	60 000	31 500	42 500	30 000	30 000	30 000
Dépenses diverses	0	0	0	5	5	0
Charges induites des investissements	0	0	0	0	0	5 000
Sous-total charges d'exploitation	**107 092**	**66 496**	**72 006**	**181 778**	**260 210**	**163 888**
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**5 749 412**	**6 148 634**	**6 526 139**	**6 808 888**	**7 110 078**	**7 088 318**

➢ Le niveau d'autofinancement

L'objectif est d'assurer un niveau d'autofinancement suffisant pour garantir le niveau d'investissement.
A ce jour et compte tenu des éléments connus pour le DOB, l'épargne brute 2026 devrait se situer, aux alentours de 803 k€ contre 583 k€ en prévisionnel BP 2025.
Le niveau de l'épargne brute permet de rembourser le capital de la dette estimé à 416 k€ pour arriver à un niveau d'épargne nette de 387 k€.

	Rétrospective			Pre CFU	BP + DM 2	DOB
	2022	2023	2024	2025	2025	2026
Produit des contributions directes	3 184 385	3 506 505	4 011 609	4 120 652	4 145 429	4 186 538
Fiscalité transférée	34 117	34 117	34 117	34 117	34 117	34 117
Fiscalité indirecte	1 467 112	1 414 316	1 329 433	1 447 459	1 447 459	1 429 662
Dotations	1 251 022	1 319 924	1 417 227	1 438 286	1 438 286	1 462 687
Autres recettes d'exploitation	1 070 582	709 870	1 043 939	834 467	846 187	778 720
Total des recettes réelles de fonctionnement	**7 007 218**	**6 984 732**	**7 836 325**	**7 874 981**	**7 911 478**	**7 891 724**
Charges à caractère général (chap 011)	1 121 999	1 336 667	1 444 911	1 500 000	1 679 183	1 653 785
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	3 332 216	3 496 045	3 667 727	3 732 000	3 732 159	3 825 463
Autres charges de gestion courante (chap 65)	1 176 161	1 231 504	1 336 947	1 389 460	1 432 876	1 439 532
Intérêts de la dette (art 66111)	43 557	29 193	17 601	136 764	136 764	120 995
Autres dépenses de fonctionnement	75 479	55 226	58 953	50 664	129 096	48 543
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**5 749 412**	**6 148 634**	**6 526 139**	**6 808 888**	**7 110 078**	**7 088 318**
Epargne de gestion	**878 816**	**865 291**	**1 106 023**	**984 520**	**719 827**	**924 401**
Intérêts de la dette	43 557	29 193	17 601	136 764	136 764	120 995
Epargne brute	**835 259**	**836 098**	**1 088 422**	**847 756**	**583 063**	**803 406**
Remboursement capital de la dette	553 495	471 602	337 268	438 935	438 935	416 069
Epargne nette	**281 764**	**364 496**	**751 154**	**408 821**	**144 129**	**387 337**

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

➢ La section d'investissement

La programmation des investissements pour cette année comprendra, en priorité :

- **Les investissements engagés en AP/CP : 115 k€**
  - ✓ Le solde de la construction du nouveau groupe scolaire La Clairière : 115 k€ plus les reports de 2025 sur 2026
  - ✓ Le solde de l'aménagement du circuit n°3 des sentiers Musé'O : les reports de 2025 sur 2026
  - ✓ Le solde l'extension du cimetière de Vince : les reports de 2025 sur 2026

- **Les investissements envisagés en AP/CP : 615 k€**
  - ✓ Complexe Beauséjour : extension du mur d'escalade pour 90 k€
  - ✓ Groupe scolaire Chesnaye : travaux de cheminement et de renaturation des cours pour 590 k€ sur 2 ans
  - ✓ Ferme du Patis : rénovation du Pôle enfance pour 318 k€ sur 2 ans

- **Une enveloppe pour les investissements annuels : 400 k€ sont inscrits au DOB** sur les demandes identifiées dont :
  - ✓ Finalisation de la mise en accessibilité des bâtiments (ADAP) : 70 k€
  - ✓ Travaux de mise aux normes des centrales photovoltaïques (Mairie, complexe Beauséjour et CTM) : 43 k€
  - ✓ Etude et travaux de sécurisation de l'église : 45 k€
  - ✓ Matériels et véhicule (camion benne) pour les services techniques : 54 k€
  - ✓ Equipement en matériels techniques et travaux pour le centre culturel : 22 k€
  - ✓ Travaux de peinture sur les bâtiments communaux : 27 k€
  - ✓ Aménagement extérieur aux abords de l'école de la Clairière : 15k€
  - ✓ Plantations en ville et projets transition : 26 k€

Le programme d'investissement pluriannuel (PPI) est détaillé ci-après :

					BP + DM 2	DOB	
Liste des programmes PPI	Total	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Groupe scolaire et périscolaire La Clairière	13 180 676		1 113 293	5 359 656	6 610 800	96 927	0
Cuisine centrale La Clairière	2 510 605		212 056	1 020 887	1 259 200	18 462	0
Parcours MUSEO	190 780		81 340	9 140	100 300	0	
Cimetière de Vince - Extension	533 462		12 462	51 578	469 422	0	
Foncier Ferme Piolain	307 562		0	9 192	298 370		
Beauséjour - Extension du mur d'escalade	90 000				0	90 000	0
Ferme du Patis - Rénovation Priorité 1	318 000				0	200 000	118 000
Groupe scolaire Chesnaye - Renaturation cours	590 415		0	0	5 000	325 000	260 415
Ecole primaire Chesnaye - Sanitaires	175 000		0	164 000	11 000		
Voirie RM - rue de la Libération et Autres	582 668		0	472 789	109 879		
Total dépenses programme	18 479 168	0	1 419 151	7 087 242	8 863 971	730 389	378 415
Total recettes programme	10 144 296		1 177 761	1 858 873	4 098 967	1 364 759	1 643 937
Coût annuel	8 334 872	0	241 390	5 228 369	4 765 004	- 634 370	- 1 265 522

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

Les recettes de subventions inscrites au PPI du DOB sont les suivvantes:

- **Groupe scolaire Chesnaye** - travaux de cheminement et de renaturation des cours : **subventions pour 290 k€**
  - ✓ FMTE pour 200 k€
  - ✓ DETR 1 pour 90 k€
- **Ferme du Patis** - rénovation du Pôle enfance : **subventions pour 210 k€**
  - ✓ CAF
  - ✓ Contrat de solidarité territoriale 2023 – 2028
- **Complexe Beauséjour -** extension du mur d'escalade : **subventions pour 22,5 k€**
  - ✓ DETR 2
  - ✓ Contrat de solidarité territoriale 2023 – 2028
  - ✓ Agence Nationale du sport

- **<u>Le fonds de roulement en fin d'exercice</u>**

L'objectif du fonds de roulement en fin d'exercice est fixé à 700 k€, correspondant à 2 mois de dépenses de personnel.

	Rétrospective			Pre CFU	BP + DM 2	DOB
	2022	2023	2024	2025	2025	2026
FCTVA (art 10222)	127 644	90 821	82 134	243 618	243 618	1 115 492
Emprunts	0	0	2 600 000	4 000 000	4 000 000	0
Autres recettes	418 408	1 182 139	1 886 678	3 869 110	3 869 110	279 724
Total des recettes réelles d'investissement	**546 052**	**1 272 960**	**4 568 812**	**8 112 728**	**8 112 728**	**1 395 216**
Sous-total dépenses d'équipement	915 932	1 547 036	7 397 572	8 863 971	8 863 971	730 389
Autres investissements hors PPI	0	7 075	6 400	120 000	911 264	400 000
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 164	553 495	471 602	337 268	438 935	438 935	416 069
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	**1 469 426**	**2 025 713**	**7 741 240**	**9 422 906**	**10 214 170**	**1 546 458**
Fonds de roulement en début d'exercice	819 934	1 154 367	1 237 713	- 624 529	- 624 529	- 1 924 570
Résultat de l'exercice	334 432	83 346	- 1 862 242	- 244 085	- 1 300 041	652 164
Fonds de roulement en fin d'exercice	**1 154 367**	**1 237 713**	**- 624 529**	**- 868 614**	**- 1 924 570**	**- 1 272 406**
Ligne de trésorerie (2 M€ 2025-2026)				1 600 000	2 000 000	2 000 000
Solde Fonds de roulement en fin d'exercice				**731 386**	**75 430**	**727 594**

L'objectif est atteint pour le DOB 2026 avec l'utilisation de la ligne de trésorerie en préfinancement du FCTVA à percevoir en 2026 et 2027.

Envoyé en préfecture le 18/12/2025
Reçu en préfecture le 18/12/2025
Publié le
ID : 035-213501968-20251218-15_12_2025_10-DE

5. LES BUDGETS ANNEXES

Le vote des budgets primitifs des budgets annexes se fera lors du conseil municipal du 16 février prochain. Les travaux envisagés seraient :

ZAC Val de Sermon : 984 k€

- Fin de l'aménagement provisoire du macro-lot n°2
- Fin de l'aménagement du barreau est
- Aménagement provisoire pour le macro-lot n°3 : 600 k€

ZAC Fontenelles 2 :

- Solde des travaux de voirie définitive et espaces verts après commercialisation du dernier terrain : 157 k€
- Clôture de ce budget fin 2026 (hypothèse d'excédent à 150 k€ pour le DOB)

Ville Paysanne :

- Poursuite de la mission d'accompagnement à la définition du concept de ville paysanne.

Espace Citoyen et Culturel :

- Poursuite des études pour la requalification de l'espace.

Locaux commerciaux :

- Aménagement urbain du « 12 place St Pierre » en collaboration avec l'EPF Bretagne

La commission Finances du 03 décembre 2025 a émis un avis favorable.

Le conseil municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité décide :
- De prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire au titre de l'année 2026.

Le Maire,

MAIRIE DE MORDELLES (I.-&-V.)

Thierry LE BIHAN

La Secrétaire de séance,

Valérie HERVÉ